

# L'Occident face à la nouvelle donne stratégique

Camille Grand | Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

**L**a recomposition en cours de la donne stratégique constitue un bouleversement majeur, sans doute sans équivalent depuis la fin de la guerre froide qui vient bousculer à la fois la domination occidentale sur les affaires du monde, sans partage depuis un quart de siècle, et, peut-être plus gravement, la vision occidentale d'un monde fondé sur le droit et la sécurité collective.

Il paraît donc nécessaire et urgent de penser cette nouvelle donne qui s'impose aux pays occidentaux – entendu comme un ensemble de pays partageant un certain nombre de valeurs démocratiques et une certaine idée des relations internationales – et de reconnaître la réalité du profond bouleversement en cours. Les deux organisations qui, *no lens volens*, incarnent le projet occidental, Union européenne et Alliance atlantique, doivent en particulier s'interroger sur leur rapport au monde et sur la pérennité de la volonté de leurs États-membres de continuer à peser sur les affaires du monde et à demeurer des acteurs stratégiques.

## Caractéristiques du paysage stratégique émergent

Le nouveau paysage stratégique se distingue fortement à la fois de la guerre froide et de l'après-guerre froide. On assiste tout d'abord à une remontée des tensions interétatiques impliquant directement les grandes puissances. En Asie, les relations entre la Chine et le Japon, l'Inde et le Pakistan, en mer de Chine ou dans la péninsule coréenne, sont ainsi marquées par la montée des nationalistes et des frictions, parfois militaires. L'usage de la force dans la gestion des crises russo-géorgienne de 2008 et ukrainienne en 2014, marque le retour à des formes de conflits interétatiques en Europe. Cette tendance est amplifiée et compliquée par l'exacerbation des identités et des souverainetés dans de nombreuses régions du monde.

Ce retour à des jeux classiques de puissance et au recours à l'outil militaire comme moyen de pression voire de coercition conduit à la réapparition de l'hypothèse des guerres majeures impliquant les grandes puissances, alors que les Européens en particulier ont longtemps espéré avoir écarté ce risque, du moins de leur continent. Les phénomènes de course aux armements dans

plusieurs régions du monde (Asie, Moyen-Orient, Russie) parfois couplée avec l'acquisition, la recherche ou l'emploi d'armes de destruction massive contrastent avec la tendance au déclin des dépenses militaires en Europe (et dans une moindre mesure en Amérique du Nord). Ces développements posent en termes crus la question de l'évolution des équilibres stratégiques à moyen et long terme : la supériorité militaire occidentale ne peut plus être tenue pour acquise partout et en tout temps.

Ces développements politiques et militaires coïncident avec la mise en cause de l'ordre européen et international, tel qu'il s'est construit depuis 1989 et même 1945. En Europe, les décisions russes ont successivement mis à mal le traité sur les Forces conventionnelles en Europe de 1990 (FCE suspendu unilatéralement en 2007), le Mémorandum de Budapest de 1994, qui offrait à l'Ukraine des fermes garanties sur sa souveraineté et son intégrité territoriale en contrepartie de sa dénucléarisation, l'Acte final d'Helsinki de 1975 et la Charte de Paris (1990), qui posaient le principe de l'intangibilité des frontières.

Combinés avec la paralysie croissante du Conseil de sécurité, manifeste à propos des crises syrienne et ukrainienne, ces développements mettent en cause *in fine* un système international de sécurité collective porté par les Occidentaux depuis des décennies dans différentes enceintes (Nations unies, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Ils bousculent la vision du monde et de la sécurité portée par les Européens sous l'appellation de « multilatéralisme efficace » ou l'aspiration maintes fois répétée de l'Alliance atlantique à la mise en place d'une « sécurité coopérative », toutes deux fondées sur des logiques partenariales.

C'est ainsi l'espoir d'un système international ordonné et pacifié qui semble fragilisé, voire évaporé. C'est particulièrement difficile pour les Européens qui incarnaient cette vision d'un système international *post-westphalien* et espéraient étendre progressivement à leurs voisinages Sud et Est, la paix et la prospérité du continent sur le modèle de la construction européenne et des élargissements successifs de l'Union européenne.

### **Des pays occidentaux hésitants et désarmés**

Pour les États-Unis, cette nouvelle donne internationale met à mal la promesse du « *nation building at home* » du président Obama qui voit s'écrouler successivement le « *reset* » avec la Russie et le mirage du désarmement nucléaire (discours de Prague de 2008) qui comptaient parmi les grands axes de son premier mandat. Plus généralement, l'ambition affichée de relations apaisées avec les autres puissances permettant à l'Amérique de se placer davantage en retrait en privilégiant la coopération se heurte simultanément à la montée en puissance de la Chine et à la dérive nationaliste et révisionniste de la Russie de Poutine qui lui impose de basculer d'une logique de coopération

avec ces rivaux stratégiques à la réassurance à marche forcée des Alliés asiatiques, européens et moyen-orientaux de plus en plus inquiets. La perception – à tort ou à raison – par ces grandes puissances régionales d’une Amérique hésitante et en déclin aggrave les choses en les incitant à des comportements agressifs.

L’Europe pour sa part apparaît divisée, désarmée et incapable de penser en termes stratégiques. Divisée entre les pays qui voient en la Russie une nouvelle menace de type guerre froide et ceux qui voudraient y voir un épisode certes fâcheux mais qui ne remet pas en cause leur vision angélique du monde. Désarmée du fait de la contrainte budgétaire qui, presque partout, a conduit à des coupes sombres dans les budgets de défense et du fait de l’absence trop fréquente de volonté politique. Enfin, et c’est peut-être le plus inquiétant, l’Europe ou l’Union européenne semblent largement incapables de penser un environnement stratégique marqué par l’incertitude et le tumulte stratégique, de la crise ukrainienne au Sahel en passant par les suites des révolutions arabes en Syrie ou en Libye, tant la boîte à outil intellectuelle et militaire de l’Union paraît incomplète face à des adversaires qui lui imposent de penser en termes de « jeu à somme nulle » et de rapports de force.

## **Le défi des pays occidentaux**

Les pays occidentaux demeurent pourtant *no lens volens* les seuls acteurs capables et peut-être encore volontaires pour gérer les crises et projeter de la stabilité.

C’est encore vrai au plan militaire. En dépit des 108 % d’augmentation du budget de la Défense en une décennie et quels que soient les progrès réels et spectaculaires de l’appareil militaire russe depuis la Géorgie, la Russie demeure une puissance essentiellement régionale, nucléaire mais régionale en terme de capacité de projection militaire. La Chine est bien engagée dans un processus de modernisation à marche forcée de son appareil militaire qui a pour objectif de lui permettre de contester la domination des États-Unis dans l’espace Asie-Pacifique, mais ne lui permettra pas avant des décennies de se poser en acteur global. Dans leur diversité, les autres puissances régionales émergentes (Iran, Brésil, Inde...) peinent à constituer des outils militaires ayant une capacité réelle à se projeter au-delà de leurs frontières ou de la sous-région. Les États-Unis (et quelques Européens) conservent donc un vrai *leadership* militaire et demeurent encore pour quelques années, voire pour quelques décennies, les seuls acteurs à même de gérer les crises et de projeter de la stabilité au-delà de leur frontière. La France le démontre chaque jour en Afrique subsaharienne.

Le vrai débat est en fait celui de la volonté politique. Même si c’est souvent à reculons, les États-Unis acceptent encore de prendre des responsabilités pour assurer la stabilité de l’Extrême-Orient ou rassurer les Alliés centre

européens. Ils envoient cependant souvent des signaux contradictoires dont les conséquences peuvent être lourdes à l'échelle globale. La non-intervention en Syrie en dépit de la violation flagrante de lignes rouges posées par le président Obama lui-même a été interprétée comme un signe de faiblesse à Moscou, Pékin ou Téhéran et peut ainsi avoir contribué à des politiques aventureuses.

Le défi pour l'Europe est double. La nécessité d'enrayer la spirale du déclin militaire n'est encore perçue que par une poignée de pays alors que la plupart continue à baisser leurs dépenses militaires au-delà du raisonnable. Certes, la France prend sa part du fardeau en Afrique mais pas seulement. Le Royaume-Uni n'a pas encore renoncé à être un acteur politico-militaire, l'Allemagne semble peut-être sortir d'une phase de déni pour prendre plus de responsabilités si les paroles se traduisent en actes. D'autres maintiennent encore quelques capacités et la volonté d'agir avec un effort de défense raisonnable (Danemark, Norvège, Pologne, Estonie), mais tous constituent autant d'exceptions dans un paysage de rapide déclin. Au-delà du petit effort de défense nécessaire pour échapper au déclassement stratégique, les Européens doivent ensuite réapprendre à penser les rapports de force et s'interroger sur les meilleurs moyens de dissuader les comportements menaçants, de rassurer leurs Alliés et de préserver la paix et la stabilité.

Il n'est heureusement pas acquis que nous soyons en 2014 à l'aube d'un conflit majeur en Europe ou en Asie, mais il est en revanche urgent pour les pays occidentaux (Otan et Union européenne) de se remettre à penser en termes stratégiques et de faire le nécessaire pour préserver, partout où c'est possible, la paix face aux comportements aventureux d'autres puissances. À défaut, et comme le notait de manière prémonitoire Thérèse Delpech dès 2005 <sup>(1)</sup>, « nous avons entraîné le monde dans nos guerres. Il nous entraînera dans les siennes ».

(1) Thérèse Delpech, *L'ensauvagement, le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Grasset, Paris, 2005.